

Editorial

Les endormis

Il n'est pas rare que nous rencontrons des personnes pour nous dire que nous ferions mieux de penser d'abord aux problèmes quotidiens que rencontrent nos compatriotes avant de nous occuper de protection de l'environnement. Nous nous permettrons de leur rappeler ce proverbe amérindien qui dit que: " Seulement quand le dernier poisson sera attrapé, seulement quand le dernier buffle sera tué, seulement quand la dernière rivière sera polluée, et seulement quand le dernier arbre sera abattu, alors, seulement, l'homme se rendra compte qu'il ne peut manger l'argent". Ainsi, quand les écologistes mettent en avant le concept de penser globalement et d'agir localement, ils prennent aussi en compte les aspects liés à la vie de l'homme dans sa vie de tous les jours, mais ils sont aussi conscients de la nécessité de se projeter vers le futur, pour éviter d'avoir "à manger l'argent".

Dans les îles de la lune, où la parole est reine, on a la fâcheuse tendance à privilégier le temps présent au détriment du moyen et long terme. Cependant, loin de nous, l'idée de refuser de prendre en compte de la richesse de l'oralité, il s'agit surtout de, savoir tirer les leçons de ses enregistrements et de les transmettre aux générations futures par les canaux de communications modernes.

Nous sommes trop habitués à agir dans l'urgence, alors que nous passons du temps dans des séminaires et autres ateliers sur la planification. Alors, de grâce, cessons de jouer les endormis !

Hachime Abdérémane

Environnement immédiat

A propos de la conférence sur

Les trois dernières éruptions du Karthala

Suite à la dernière éruption volcanique, du 28 mai 2006, Hamidou NASSOR, docteur en sciences de la Terre et spécialiste en volcanologie-risque volcanique et aussi chercheur associé au laboratoire des sciences de la Terre de l'Université de La Réunion a tenu une conférence à l'Université des Comores. On peut regretter la faible participation de nos responsables à une telle rencontre. Cela augure mal, de leurs préoccupations face aux menaces naturelles qui pèsent sur la population.

Les autorités de l'île de Ngazidja ont brillé par leur absence. Il sont les premiers concernés par le sujet.

Nous ne le répéterons jamais assez, mais comme le dit l'adage "gouverner, c'est prévoir".

Il serait temps de cesser de jouer à la politique de l'autruche et de s'atteler pour de bon à trou-

ver des solutions pérennes pour faire face aux vrais défis du développement. Et le risque volcanique constitue à Ngazidja un terrible défi qu'il convient de relever avec sérieux.



Blocs de lave éruption de novembre 2005

Lire page 6 : Perspectives et comportement à suivre en cas de crise éruptive

Coopération
scientifique

Pages 3

Dossier
Education à l'environnement
et développement durable
dans l'Océan Indien

Pages 4 et 5

Gestion durable
de l'eau à Anjouan

Page 6

Les saisons des baleines dans l'Océan Indien

Page 8



Observation des baleines à Ngazidja

Photo Saïd Mohamed Mahamoud

Le Réseau Suivi des Récifs coralliens

Un outil indispensable pour la gestion durable des ressources côtières dans le Sud Ouest de l'Océan Indien

Le réseau régional de suivi de l'état des récifs coralliens du sud ouest de l'océan indien a été mise en place en Octobre 1997 à Nosy Be Madagascar. Il réunit les pays membres de la COI (Commission de L'Océan indien) dont les Comores, Madagascar, Seychelles, Réunion et Maurice. Il a comme objectif global de

contribuer à la gestion durable des ressources marines et côtières de la région à travers des actions de suivi de l'état de santé des récifs coralliens et écosystèmes associés.

Ce réseau a depuis sa mise en place à travers le programme régional environnement financé par l'Union Européenne (1995-2000) et le Fond mondial pour l'environnement

mondial (2002-2005) réalisé des exploits extraordinaires et gagné une considérable reconnaissance internationale.

La base de donnée COREMO conçue pour le suivi des récifs et biodiversité associée est convoitée par les grands centres de recherche internationales dont Reef Base et Fish base.

Des contributions scientifiques sont régulièrement réalisées sur le rapport mondial du statut des récifs coralliens.

Un pôle d'expertise a été développé en matière de suivi des écosystèmes marins, cartographie sous marine, éducation environnementale...

Une série de données d'une dizaine d'années est disponible

et constitue un système d'information et d'aide à la décision considérable pour le développement durable en milieu côtier.

Les points focaux nationaux des Etats membres, réunis au Secrétariat Général de la Commission de l'Océan Indien à Quatre Bornes Maurice le 7 Juin 2006, ont souligné la nécessité de maintenir cette dynamique et de trouver les financements nécessaires pour la valorisation et la pérennisation de ces acquis.

Said Ahmada

Secrétaire général ONG AIDE et Point Focal national de l'Initiative Internationale sur les Récifs Coralliens

Un nouveau ministre à l'Environnement

Madame Sitti Kassim, personnalité connue de la société civile a été nommée ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Industrie, de l'Artisanat et de l'Environnement.

Cette photos à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'Environnement, le 5 juin 2006 à l'ex-Cefader à Mdé.



Hachime Abdérémane



Photo Phue



directement en ligne sur le site
www.wiomsa.org

HABARI ZA
ULANGA
Les nouvelles de l'environnement
Le journal de l'ONG "Habari za Ulanga" Comores

Comité de rédaction
Habari za Ulanga

Ouledi Ahmed
Said Hassani Mohamed
Hachime Abdérémane
Yahaya Ibrahim
Ambadi Issouf
Aboulhouda Youssouf

Réalisation
Madjuwani Hassane

Les Comores ont encore beaucoup de choses à découvrir en matière de biodiversité

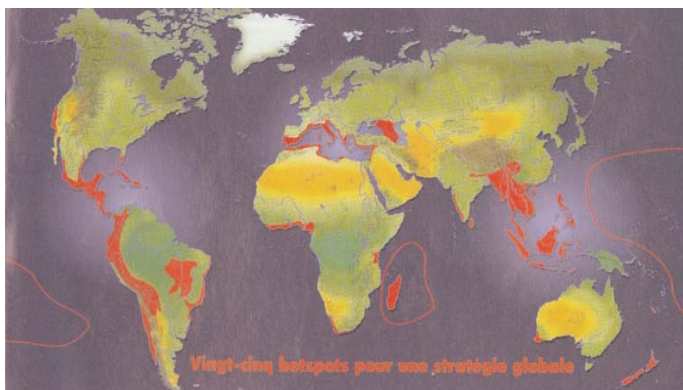
Les Comores ont développé des partenariats scientifiques avec un certain nombre d'institutions. Parmi elles, figure le Musée Royale d'Afrique Centrale (Mrac) de Tervuren, en Belgique et le Muséum d'Histoire Naturelle (Mnhn) de Paris en France. C'est ainsi que de

Dans le cadre de cette coopération, une mission d'inventaire botanique et faunistique financée par l'ONG Conservation International et dont l'expertise a été assurée par le Muséum national d'Histoire Naturelle de Paris (MNHN) en collaboration avec le Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (Cndrs), s'est déroulée en deux temps.

D'octobre et novembre 2005, la mission a passé trois semaines pour l'inventaire faunistique des rivières de Mwali et de Ndzouani. Ngazidja n'ayant pas de rivières pérennes.



Les inventaires sont une phase importante pour toute décision en matière de conservation de la biodiversité.



Source : Heywood, la Recherche, 2000, Myers et al., Nature,

Un livre qui paraîtra à la fin de l'année aux publications scientifiques du Muséum, sur les poissons et crustacés d'eau douce de certaines îles de l'Océan indien, sera enrichi par une partie des résultats de cette mission.

Parmi les constats, il y a l'assèchement des rivières. Moins de 10 rivières pérennes actuellement alors qu'il y en avait une cinquantaine il y a 40 ans, la déforestation massive en est une des causes. Il y a aussi l'utilisation de pesticides dans les rivières pour capturer les crevettes et cela pose un problème relatif à la baisse des effectifs de ces ressources naturelles mais aussi à la santé de la population qui consomme ces animaux et le cresson poussant aux abords des rivières.

Une autre mission de trois semaines en mai-juin 2006 pour un inventaire botanique et faunistique des forêts des trois îles.

Au niveau du constat, globalement, la forêt naturelle des Comores est mal en point. Les quelques reliques existantes doivent être préservées. Par exemple une partie de la forêt

nombreuse missions se sont déroulées dans notre pays. Le Mrac a publié dernièrement un livre remarquable sur la faune terrestre des Comores et prépare un atlas sur les oiseaux des Comores sous la direction du professeur Michel Louette

du Karthala Ngazidja), le mont Ntringui à partir de mille mètres (Ndzouani), la forêt autour du chalet Saint-Antoine (Mwali) et moins de 5% de la forêt naturelle de Mayotte.

Il faut savoir que les inventaires sont une phase importante pour toute décision en matière de conservation de la biodiversité. Ils permettent de déterminer le statut patrimonial des espèces et constituent, de ce fait, un outil important à la disposition des gestionnaires de l'environnement pour l'aide à la prise de décision.

Les Comores ont encore beaucoup de choses à découvrir en matière de biodiversité.

Plusieurs espèces nouvelles d'arbres (+ de 20 mètres) ont été décrites à Mayotte ces dix dernières années. On peut en trouver probablement autant dans les autres îles. Beaucoup de groupes faunistiques présentent aussi une forte endémicité et selon toute vraisemblance, il n'y a pas eu d'extinction.

Chercheurs participants à la première mission:

KEITH Philippe (Ichtyologie) Email : keith@mnhn.fr

MARQUET Gérard (Carcinologie)

ABDOU Ahmed (Malacologie) Email : abdou@mnhn.fr

Chercheurs participants à la deuxième mission :

LABAT Jean-Noël (Botanique) Email : labat@mnhn.fr

ABDOU Ahmed (Malacologie)



En haut. De gauche à droite, le prof. Louette, Hachime, Patrica Mergen, responsable partenariat et Danny Meirte, senior scientist (mai 2006)

Ci-dessous : Diversité par île des 74 familles étudiées sur les 135 familles présentes aux Comores. A gauche Abdou Ahmed

| | Mayotte | Grande Comore | Anjouan | Mohéli |
|--------------------|---------|---------------|---------|--------|
| Nombre de Familles | 70 | 51 | 54 | 30 |
| Nombre de Genres | 225 | 126 | 133 | 55 |
| Nombre d'Espèces | 368 | 188 | 169 | 62 |

Rencontre sur l'Éducation à l'Environnement et Développement durable dans l'Océan Indien

Du 29 au 31 mai 2006, s'est tenu dans les locaux de l'Université de Maurice sise Réduit, un symposium régional sur le thème " s'impliquer et s'engager dans une Éducation à l'Environnement pour un développement durable dans l'Océan ". Ce symposium a été organisé par le projet Appui Régional à la Promotion d'une Éducation à la Gestion de l'Environnement (ARPEGE) de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Par Dr Ouledi Ahmed avec la collaboration active du Dr Kamaliddine Afraitane, Doyen de la Faculté des Sciences et Techniques et point focal ARPEGE pour les Comores

La rencontre a vu la participation de plusieurs experts des 5 pays de la zone dont de la France-Réunion, Madagascar, Comores, Seychelles et Maurice et ceux de la France métropolitaine. Le but de la rencontre est de faire le point sur les actions en cours en matière d'Éducation relative à l'Environnement (ErE) et de partager les expériences intéressantes développées dans les différents pays de la zone.

Abouissement d'un long processus

Il s'agissait pour les participants de mieux appréhender la problématique de l'ErE et les avancées obtenues dans le cadre du Projet ARPEGE en passe d'être clôturé d'ici fin décembre 2006. Plusieurs communications ont été faites. La tenue de ce symposium constituait en effet le summum voire l'aboutissement d'un long processus ayant permis à la région et aux pays membres de la COI d'enregistrer une expérience et une expertise unique en matière d'Éducation environnementale.

Le Projet ARPEGE a été mis en œuvre au début de l'année 2003. Cependant, les études datent de 1997. Ce programme a eu comme objectif global le développement de comportement et de savoir-

faire permettant une utilisation rationnelle des ressources favorable à la durabilité des activités économiques. Il vise donc le développement durable par l'éducation des jeunes et des adultes.

Le Projet ARPEGE est spécifiquement basé sur les mesures et les institutions existantes. Il propose une stratégie d'aide en terme de renforcement des échanges régionaux, de formation, de développement de supports pédagogiques adaptés et de mise en œuvre d'actions d'éducation et de sensibilisation concernant les relations hommes-ressources naturelles. Les probléma-



tiques environnementales concernés (eau, érosions, zones côtières, changements climatiques...) sont communes aux pays de la région, cependant les spécificités de chacun des pays rendaient impératif la nécessité de procéder à un ajustement des actions développées.

Aussi, dans sa première phase,

le projet ARPEGE a mis l'accent sur la constitution et la mise en place des équipes nationales en privilégiant l'implication des personnes ayant une expérience de terrain, les communicateurs et/ou les militants des associations défense de l'environnement. Une fois ces personnes sélectionnées, un cycle de formation a été organisé à Maurice puis à Madagascar.

Animateurs régionaux et d'experts

Les modules de formation ont été axés sur l'acquisition des concepts de l'environnement,

les conséquences de la dégradation de l'environnement, l'approche participative dans les actions à mettre en œuvre et la conception et l'élaboration de projets d'écoles. Les produits obtenus sont la formation d'animateurs régionaux et d'experts en éducation environnementale, destinés à devenir des références dans

leur pays respectif.

Aux Comores la réalisation de ces formations de formateurs a permis développer des actions d'envergure notamment dans des écoles pilotes et auprès de leurs enseignants. Les écoles pilotes sont réparties dans l'ensemble des îles autonomes : (i) en Grande Comore : Collège de la Coulée, Collège de Singani, Ecole Primaire Publique (EPP) de Ntsoudjini, EPP Ouellah, EPP de Pidjani, (ii) Anjouan : Collège Ouani, EPP Hampanga de Mutsamudu, EPP Foukoujou de Domoni, EPP Nyamboimro de Nioumakélé, EPP Milembéni de Sima et, (iii) Mohéli : Collège de Djoiézi, EPP Salamani de Fomboni, EPP Mbatsé.

Elaboration d'outils pédagogiques

Le renforcement des capacités des enseignants de ces écoles et collèges ont été spécifiquement orientés vers les actions pouvant aider à l'intégration de l'ErE dans les programmes scolaires sur la base d'une approche par projet (création de jardins scolaires, jardins botaniques, cultures de maïs, lutte contre la déforestation et reforestation, hygiène scolaire et corporelle, sécurisation des écoles...).

L'apprenant est ici considéré





Vente illégale de coquillages près du Lac salé à Ngazidja.
En bas à droite : mangrove à Domoni ya Mboini

comme un acteur actif dans la construction du savoir. Dans cette logique, le Projet a eu à appuyer la confection d'outils pédagogiques regroupés dans une malle dite pédagogique. Ces outils ont été élaborés par les acteurs du projet et enrichis par les enseignants, les animateurs régionaux et l'assistance technique du Projet. On y trouve également des documents décrivant de manière didactique des espèces végétales courantes dans le pays, des kits pour l'analyse

de l'eau et du sol, des documents de référence, des gravures et un CD... 250 malles sont actuellement en instance d'être distribuées dans les écoles comoriennes.

L'Atelier de Maurice

Le projet a connu des avancées significatives et visibles dans les écoles sélectionnées. L'atelier organisé à Maurice, du 29 au 31 mai 2006, a permis de passer en revue les



Eduquer les décideurs de demain

Les Comores ont été représentées par une forte délégation de 12 membres comprenant le Docteur Kamaliddine Afraitane, Doyen de la Faculté des Sciences et point focal national du projet ARPEGE, 3 animateurs régionaux du projet (1 par île), des représentants d'ONG dont le Docteur Ouledi Ahmed, président d'Ulanga Ngazidja.

réalisations à travers les communications en séances plénières ou dans les ateliers thématiques en parallèle. Les thématiques abordés vont de : l'intégration de l'ErE dans les systèmes scolaires -stratégies et défis, l'importance des facteurs culturels pour l'introduction de l'ErE, l'ErE, santé et développement durable, le travail des ONG en ErE, les différents outils pour l'ErE, l'intégration de l'ErE dans les communautés locales, la comparaison entre les approches pédagogiques, l'approche par projet (APP), l'Approche par compétence (APC) et l'approche empirique. Une séance spéciale a été consacré sur le retour d'expérience dans le contexte du projet ARPEGE : les aspects gestion et coordination ont été abordés.

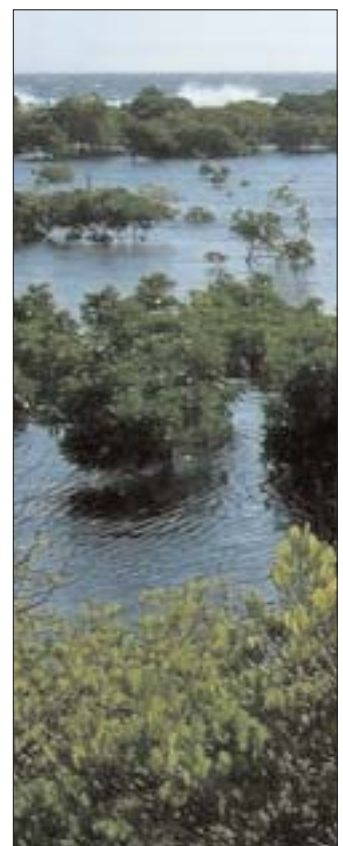
Les participants ont passé au crible les acquis obtenus mais aussi les contraintes notamment la faiblesse des moyens de fonctionnement des points focaux, l'absence d'une évaluation à mi-parcours qui aurait permis de réajuster certains objectifs, la révision de l'articulation entre la coordination régionale et les pays bénéficiaires...

Mise en place d'un réseau solide

Le projet ARPEGE a eu à apporter une pierre importante dans l'édifice de la promotion et de la protection de l'environnement dans les îles de l'Océan Indien. Il reste maintenant à capitaliser ses acquis à travers la mise en place d'un réseau solide et opérationnel des équipes ayant été impliquées mais également en procédant à une extension des actions menées aux autres écoles. Aux Comores, il est envisagé de mettre en place une cellule regroupant l'université, les ONG et les animateurs régionaux pour poursuivre les actions en ErE. Dans

cette initiative, le manque de ressources tant humaines, matérielles que financières est un problème sérieux.

Cependant des partenariats sont à rechercher avec la Coopération régionale et les coopérations bi et multilatérales. Il est envisagé également le développement de synergies avec l'Université des Comores en vue de renforcer les capacités des cadres dans le domaine de l'environnement. Parmi les actions urgentes à mener, le point focal ARPEGE des Comores met en premier lieu : (i) le développement d'une stratégie spécifique afin de contribuer à augmenter les capacités nationales et locales en ErE, (ii) le renforcement des moyens d'actions des institutions et des associations s'occupant d'ErE pour qu'elles puissent contribuer à la promotion d'une politique de gestion durable des ressources et, (iii) l'élargissement de l'accès à l'ErE aux élèves et étudiants en améliorant la qualité et en accroissant sa portée.



Gestion durable de l'eau à Anjouan

Adoption d'une charte de l'eau

Les Comores, en particulier Anjouan, connaît une forte dégradation de son milieu naturel qui s'est manifesté par la mise à nu du capital sol, dessèchement des cours d'eau qui jadis était au nombre de quarante cinq cours d'eau permanent en 1925 et aujourd'hui ils sont moins de dix

Autrefois la demande en matière de ressources naturelles de la part des hommes et l'offre en ces mêmes ressources, selon les potentialités de la nature ; répondait à un équilibre harmonieux. Celui-ci était caractérisé, à l'époque par des relations d'ordre symbiotiques entre l'homme et son environnement immédiat.

Aujourd'hui, cet équilibre n'est qu'un souvenir lointain. Les causes de la rupture avec ses corollaires sont la dégradation du milieu naturel, de la détérioration des composantes environnementales et de la régression des espaces boisés, et en sont multiples et divers.

L'archipel des Comores situé entre l'équateur et le tropique Sud connaît une pluviométrie

de 2500 mm/an, n'a guère échappé à la dégradation de ses ressources naturelles.

Cependant, les Comores en particulier Anjouan connaît une forte dégradation de son milieu naturel qui s'est manifesté par la mise à nu du capital sol, dessèchement des cours d'eau qui jadis était au nombre de quarante cinq cours d'eau permanent en 1925 et aujourd'hui ils sont moins de dix (source action Comores)

Toutefois, on peut raisonnablement attribuer cette dégradation à son relief très accidenté, à une pluviométrie importante qui va jusqu'à 3200 mm/an, à une densité de population de l'ordre de 470 habitants au km² avec des pointes de 800 habitants au km² dans la région de Nioumakélé. Cette forte densité

est accompagné d'une très rapide croissance démographique (3,2 % an). Evidemment, toute croissance de la population entraîne forcément une augmentation des besoins existentielle de l'homme. Or la croissance illimitée de ces dernières s'oppose à la croissance limitée des ressources naturelle.

Stratégie globale de sensibilisation

La situation de l'eau à Anjouan peut se résumer en deux points soit que l'eau n'arrive pas aux robinets pendant certaine période de la journée pour plusieurs raisons, soit qu'il n'existe pas un réseau d'adduction adéquat, soit les captages ne retiennent pas assez d'eau pour subvenir aux besoins de la population. Il faut noter que la situation est telle que les 2/3 de l'île connaît un problème d'eau à plusieurs formes surtout de captage.

Ainsi, après ce constat, à la fin des années 90, il y a eu un développement d'une stratégie globale de sensibilisation auprès des populations concernées par rapport à ce problème de l'eau. Certaines associations de développement et préservation de l'environnement l'ont initié et c'est ainsi qu'il s'est mis en place dans la quasi-totalité des villages d'Anjouan une

association de gestion de l'eau qui s'occupe des problèmes de l'eau dans ces villages respectifs

En 2002, ces associations ont créé l'UCEA (Union de Comités de gestion de l'Eau à Anjouan) qui réfléchit sur la stratégie de l'eau à Anjouan en adoptant une Charte de l'eau.

Tout ce processus fut le résultat d'une forte sensibilisation et la mise en chantier d'une stratégie adéquate regroupant un modèle d'éducation environnementale et l'amélioration d'un savoir faire local en matière de mobilisation de masse.

Bien que, au départ, il n'était pas question de réaliser une éducation environnementale classique avec des messages prédéfinis, tout le processus s'est effectué dans une démarche d'éducation des concernés par rapport à la problématique de l'eau.

Ainsi, nous nous sommes retrouvés dans une logique d'éducation environnementale alors que la question du départ était de trouver une solution au problème de l'eau.

Actuellement, des projets de grande envergure sont entrain de voir le jour grâce ce regroupement de différents acteurs.

Youssef ABOULHOUDA
Abdallah A. SOILHI



Une rivière tarie à Anjouan

Perspectives et comportement à suivre en cas de crise éruptive

- Être à l'écoute de la radio nationale
- Se prémunir : d'un masque à gaz, à défaut 1 masque de chirurgien, un linge mouillé, des lunettes contre la retombée de cendres
- Protéger les citernes, faire des réserves de vivres et d'eau potable
- Ne pas évacuer sans ordre des autorités, empêcher les enfants de sortir
- Besoin d'un hélicoptère pour des interventions au sommet etc....

Quelques conclusions issues de la conférence

- Les événements du 16 avril et 24 novembre 2005 sont des éruptions phréatomagmatiques qui sont tournées vers des éruptions magmatiques Elles sont comparables à celle de 1991 mais de plus grandes ampleurs
- L'éruption du 28 mai 2006 est une éruption magmatique

Randonnées pédestres

Sauvons Shongodunda!

Chongodunda tout comme Boboni, fut un des sièges de la scierie de Léon Humblot devenue SAGC en 1914. Cette scierie a été responsable de la grande déforestation de la belle forêt du Karthala. Situé sur le flanc occidental du Karthala, Nyumbadjou fut longtemps le poumon économique de l'île avec le développement de l'industrie du bois.

Il ne reste plus actuellement que les énormes pièces rouillées de la scierie ainsi que les ruines des bâtiments ayant servi d'administrations, d'hôpital ou de logements. On peut y voir également la tombe de Léon Humblot et de son gendre Legros. La zone est présentement envahie par les goyaviers qui empêchent de pénétrer dans la forêt. Il subsiste

quelques Eucalyptus de forte taille. Dans le cadre de ses activités de développement, l'Association de Développement de Djoumoichongo (ADD) envisage de créer un relai écotouristique dans l'ancien domaine de la scierie de Chongodunda. Ce Relais aura pour principal objectif la



Randonnée des étudiants de la Faculté des sciences sur le site de Shongodunda

conservation et la valorisation de cette zone historique pour notre pays ainsi que sa biodiversité. Un des buts poursuivis est d'aider également les communautés de la région à mettre en place des activités génératrices de revenus qui contribueront à la diminution de l'impact négatif de l'action anthropique sur les écosystèmes forestiers.

La promotion de l'écotourisme constitue la perspective de développement local la plus prometteuse pour les communautés environnantes de la zone de Chongodunda. Le projet sera orienté vers le développement d'un écotourisme basée sur la découverte, la valorisation du site et des activités socioculturelles locales. Cet aspect du tourisme choisi par les communautés peut constituer un atout de taille pour un développement local durable et peut également servir de relais aux excursions de ce projet. Notre ONG " Ulanga Ngazidja " appelle les partenaires intéressés par ce type de projet à s'associer avec nous afin de mettre les moyens en commun et rechercher les financements nécessaires pour la création de ce relais.

Chikungunya : Les pays de la COI organise la riposte

Du 8 au 9 juin 2006, s'est tenue à Saint Denis de la Réunion, une réunion scientifique sur la veille et la recherche sur les maladies émergentes pour l'Océan Indien. Cette réunion a été organisée par la France-Réunion et la Commission de l'Océan Indien (COI).

Depuis janvier 2005, la région Océan Indien se trouve confrontée à une épidémie sans précédent de Chikungunya. L'île de la Réunion en paie une lourde tribu avec 258 000 cas recensés dont 219 décès directs ou indirects fin mai 2005. Les Seychelles et Maurice ont signalé plusieurs milliers de cas entre janvier et mars 2006. Des cas ont aussi été signalés à Madagascar et aux Comores. Une épidémie importante de Chikungunya est signalée dans les Etats indiens de l'AndhraPradesh, de l'Orissa, du Maharashtra et du Karmata. Les estimations les plus récentes font état de près de 150 000 cas suspects et confirmés au cours de ces derniers mois. Enfin, des cas

(200) de chikungunya sont recensés en Malaisie

Des communications importantes ont été faites également sur la prise en charge communautaire, sur les vecteurs et le contrôle des maladies émergentes. Elles ont concerné les expériences de lutte et de contrôle des vecteurs à base communautaire notamment celles des Comores.

Un centre opérationnel dès janvier

Les experts comoriens ont eu faire le point sur l'épidémie de chikungunya de 2005 et les techniques et méthodes de lutte mises en œuvre. Une projection sur power point a été présentée aux participants. Elle a eu à décrire les conditions dans lesquelles le virus a été isolé puis caractérisé. Elle a montré les enquêtes sérologiques et entomologiques réalisées et les actions d'hygiène et d'assainissement du milieu développées et ayant permis de couper la chaîne de transmission

et de réussir à stopper l'épidémie.

La rencontre régionale a fait sienne de l'idée de créer au niveau régionale un centre de recherche et de veille sur les maladies émergentes (EmerVéille). L'idée est venue de la représentation française à la COI et ensuite soutenue solennellement, le 18 mai 2006, par le Premier Ministre français M. Dominique de Villepin. Les principales cibles ainsi que la démarche méthodologique pour la mise en place ont été définies. Le centre un centre réalisant une sorte de météorologie, un système permettant de mieux anticiper et mieux prévenir les maladies émergentes. Les étapes importantes et ses missions d'observation et de veille sanitaire ont été définies. Les conclusions de cette rencontre seront débattues et entérinées lors de la réunion des ministres de la santé prévue pour septembre. Le centre sera doté de plus de 2 millions d'euro et devrait être opérationnel dès janvier 2007.

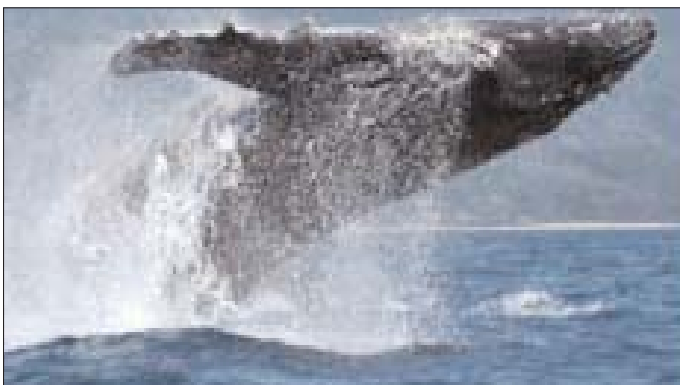
Réunion de la Commission baleinière internationale

La réunion annuelle de la commission baleinière internationale a pris fin le 24 juin dernier.

Les débats avaient porté principalement sur la volonté japonaise de relancer la chasse à but commercial, chasse réalisée aujourd'hui sous couvert de recherches scientifiques.

Les organisations non-gouvernementales se sont félicitées des conclusions de la réunion, mais malgré tout sont très inquiètes de l'avancée du camp pro-chasse et déçues que la réglementation ne permette pas de faire cesser la chasse scientifique du Japon. A l'issue de cette réunion annuelle, les deux camps ont par ailleurs réussi à trouver un terrain d'entente : le besoin de réformer la commission en vue de définir un projet de gestion en cas de reprise de la chasse commerciale.

La commission baleinière internationale est un organisme international créé à la fin de la Seconde Guerre mondiale chargé de réglementer la chasse à la baleine. L'autorité internationale exclusive de la CBI en matière de protection des baleines est garantie par l'ONU. Les résolutions que prend la CBI ne sont cependant pas obligatoires pour les 39 actuels états membres, car ils restent souverains (comme à l'ONU). C'était à l'origine un ancien " club " des pays baleiniers chargé de veiller à la survie des baleines pour assurer la survie de l'industrie baleinière.



Saisons des baleines dans l'Océan Indien

Tous les ans, d'avril à octobre, les baleines à bosse quittent les aires d'alimentation situées sous les latitudes polaires et migrent vers les eaux chaudes tropicales pour s'accoupler, mettre bas et allaiter leurs petits.

Depuis 1996, Megaptera organise chaque année, pendant cette période, des missions d'observation de ces grands mammifères dans l'Océan Indien, à Madagascar, et aux Comores. En collaboration avec Megaptera, des opérateurs touristiques et des associations accueillent des écovolontaires qui aident les scientifiques dans leurs programmes de suivi des populations de cétacés grâce à des collectes de données.

Missions

Durant les quelques mois de la saison baleine, l'équipe de Megaptera et les écovolontaires ont de nombreuses missions à accomplir : conférences d'information auprès des touristes et de la population pour la promotion d'un écotourisme baleinier durable, actions de sensibilisation des jeunes dans les écoles et bien sûr... sorties en mer pour l'observation de ces majestueux mammifères marins et la collecte de données : suivi GPS, enregistrement des chants, photo identification et biopsies cutanées (voir articles Echo avril et juillet).

Ces données permettent l'étude du comportement social des baleines : abondance, distribution et composition des groupes, mais aussi à établir des catalogues d'identification et sont transmises à l'ISACH qui alimente une base de données mondiale regroupant les mégaptères du monde entier.

En 2005...

A Madagascar, à Sainte-Marie, de grandes actions de sensibilisation ont été menées : inauguration de la salle Megaptera au musée de l'Îlot Madame, projection d'images pour 500 personnes au Festival de la Baleine, concours de dessin dans les écoles.

Aux Comores, la mission a aussi été très efficace grâce à la projection de films dans les villages et la proposition d'une mallette pédagogique aux professeurs des écoles, ainsi qu'une conférence à l'Alliance Française.

Partout l'observation en mer

des mammifères marins a été fructueuse et les équipes sont revenues enchantées.

Août 2006, reprise de la saison !

La saison 2006 s'annonce à Sainte-Marie et aux Comores. La sélection des écovolontaires est terminée. Dans l'Océan Indien, les coordinateurs seront bientôt impatients de rencontrer les nouvelles équipes. L'excitation sera bientôt à son comble dans les rangs des écovolontaires qui vont vivre une expérience inoubliable : " l'aventure la plus enrichissante de ma vie ", " de merveilleuses images et des souvenirs extraordinaires " se souviennent deux écovolontaires.

Vous aussi, si avez un faible pour les mammifères marins, vous pouvez vivre cette belle aventure en rejoignant la prochaine mission. Les baleines ont besoin de vous... et vous le rendent bien.

Magali R-V

